

Atelier national sur l'actualisation du Plan National d'Urgence contre la Pollution Marine par Hydrocarbures (plan POLMARC)

Kinshasa, République Démocratique du Congo
23 – 25 juillet 2019

Global Initiative for Western, Central and Southern Africa

Organisé par :

Ministère de
l'Environnement et du
Développement Durable



NOTE

This document has been prepared within the framework of the Global Initiative for West, Central and Southern Africa as a contribution to the implementation of the biennial action envisaged for this Initiative. The designations employed and the presentation of the material in this document does not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the IMO or IPIECA concerning the legal status of any State, Territory, city or area, or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

This document can be downloaded from www.giwacaf.org and for bibliographic purposes should be cited as follows:

IMO/IPIECA. 2019. Rapport de l'Atelier national sur l'actualisation du Plan National d'Urgence contre la Pollution Marine par Hydrocarbures (plan POLMARC), Kinshasa, République Démocratique du Congo. 27 Pages.



Executive summary in English

Title of the Workshop: National workshop for the updating of the National marine oil spill response plan.

Hosted by: Ministry of Environment and Sustainable Development.

Venue and date: The event was held at the salle Saint Pierre Claver, Kinshasa Gombe, Democratic Republic of Congo, from 23 to 25 July 2019. The program is included in the Annex 1 of the Report.

Type of event: National workshop.

Organised by: Ministry of Environment and Sustainable Development.

Supported by:

- International Maritime Organization (IMO);
- Ipieca, the global oil and gas industry association for advancing environmental and social performance; and
- Ministry of Environment, and Sustainable Development.

Number of participants: 42 participants were registered for this workshop. A list of participants is included in the Annex 2 of the Report.

Summary: The overall objective of the workshop was to review and update the national marine oil spill response plan, named nationally the “POLMARC plan”.

The specific objectives were to:

- Train national authorities on oil spill response management and strategies;
- Carry out a table top exercise to review and test RDC’s POLMARC plan;
- Following the exercise, discuss and identify recommendations for the improvement of the POLMARC plan.

The active participation and the expertise of all delegates were greatly appreciated and were key to the success of this workshop.

Recommendations: Following the workshop recommendations were made, based on group discussions, in order to improve and update POLMARC Plan:

1. Changes were suggested to the incident notification process; and
2. The incident management structure and roles and responsibilities were updated to reflect the recent government reorganization.



Table des matières

Executive summary in English	2
1. Liste des acronymes.....	5
2. Introduction.....	6
3. Objectifs de l'atelier.....	6
4. Programme de l'atelier.....	6
5. Lieu, dates et participants.....	7
6. Activités et présentations.....	8
7. Recommandations.....	13
8. Conclusion.....	15
Annexe 1 – Programme.....	16
Annexe 2 – Liste des participants.....	20
Annexe 3 – Allocution de bienvenue du Chef du projet GI WACAF, Monsieur Julien Favier.....	23
Annexe 4 –Allocution de bienvenue de Monsieur le Secrétaire Général à l'Environnement et Développement Durable M. Toirambe.....	26
Annexe 5 – Photos.....	28



L'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe

Lancée en 2006, l'Initiative Mondiale pour l'Afrique Occidentale, Centrale et Australe (GI WACAF) est une coopération entre l'Organisation maritime internationale (OMI) et l'IPIECA, association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier, pour renforcer la capacité des pays partenaires à se préparer et à lutter face au risque de pollution en cas de déversement hydrocarbures.

L'objectif du Projet GI WACAF est de développer et consolider les systèmes nationaux de préparation et de lutte contre les déversements d'hydrocarbures de 22 pays d'Afrique occidentale, centrale et australe. Le Projet s'inscrit ainsi dans l'esprit des dispositions énoncées par la Convention Internationale de 1990 sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (Convention OPRC 90).

Pour remplir sa mission, le Projet GI WACAF met au point et organise des ateliers, séminaires et exercices dont l'objectif est de communiquer sur les bonnes pratiques existantes dans tous les aspects de la préparation et de la lutte, en s'appuyant sur l'expertise et l'expérience provenant des gouvernements, de l'industrie et d'autres organisations exerçant dans ce secteur spécialisé. Pour préparer et mettre en œuvre ces activités, le Projet s'appuie sur un réseau dédié de points focaux issus des autorités nationales compétentes et des bureaux locaux de l'industrie pétrolière. La promotion de la coopération entre les différentes agences gouvernementales concernées, l'industrie pétrolière et l'ensemble des parties prenantes à l'échelle nationale, régionale et internationale est une composante clé du Projet lors de ces activités.

Le Projet GI WACAF est soutenu et financé par l'OMI et 7 compagnies pétrolières membres de l'IPIECA, à savoir BP, Chevron, ExxonMobil, Eni, Shell, Total et Woodside.



Plus d'information est disponible sur le [site web du Projet](#).

1. Liste des acronymes

ACE	Agence Congolaise de l'Environnement
ADE	Association Défense Environnement
CCPM	Centre de Contrôle et de Surveillance de la pollution
COM	Commissariat Maritime
CVM	Congolaise des voies maritimes
DANTIC	Direction Archives et Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
DEHPE	Direction Établissements Humains Et Protection De L'environnement
DMVN	Direction de la Marine et Voies Navigables
DRE	Direction des Ressources en Eau
FEC	Fédération des Entreprises du Congo
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
OCC	Office Congolais de Contrôle
PNC	Police Nationale Congolaise
RDC	République Démocratique du Congo
SCTP	Société commerciale des transports et des ports
SOCIR	Société Congolaise des Industries de Raffinage



2. Introduction

La République Démocratique du Congo possède une côte d'environ 40 km et un des plus grands fleuves d'Afrique, le fleuve Congo, qui est fortement utilisé par des activités humaines essentielles à l'activité économique du pays. Plusieurs zones écologiquement sensibles s'y trouvent, notamment des zones de mangrove qui sont des habitats extrêmement importants pour de nombreuses espèces aviaires et fauniques. Le risque d'un déversement de pétrole en RDC est bien réel. Plusieurs dépôts pétroliers recevant les carburants utilisés en RDC tels que l'essence et le fioul lourd se trouvent le long du fleuve. Ces hydrocarbures sont par la suite transportés par barges (ou par camions-citernes) dans les diverses régions du pays. De plus, des activités d'exploitation pétrolière ont lieu au large des côtes de la RDC et un important couloir maritime où transitent de grandes quantités de pétrole brut provenant d'Afrique de l'ouest vers l'Europe et les Amériques s'y trouve également. Un déversement de pétrole en RDC pourrait avoir des conséquences importantes sur les activités côtières ainsi que sur son environnement marin.

C'est dans ce contexte que le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable a organisé du 23 au 25 juillet 2019 un atelier portant sur la mise à jour du Plan National d'Urgence contre la pollution marine (POLMARC). Cet atelier a été organisé avec le soutien de l'Organisation Maritime Internationale (OMI) et de l'association mondiale d'études des questions environnementales et sociales du secteur pétrolier (IPIECA) dans le cadre du projet GI WACAF.

3. Objectifs de l'atelier

L'objectif général de l'atelier est la revue et mise à jour du Plan National d'Urgence contre la Pollution Marine (POLMARC).

Les objectifs spécifiques sont de :

1. Former les autorités nationales compétentes à la gestion de situations d'urgence et à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures ;
2. Passer en revue le Plan POLMARC et le tester à travers un exercice sur table ;
3. Discuter des améliorations potentielles à apporter au plan POLMARC suite aux résultats de l'exercice et formuler des recommandations en ce sens.

Pour atteindre ces objectifs, des présentations, un exercice sur table, des travaux en comité et des discussions de groupe ont été réalisés. Les experts et participants ont également partagé leur expérience respective tout au long de l'atelier.

4. Programme de l'atelier

L'atelier a duré 3 jours. Le programme est disponible en [Annexe 1](#) du présent rapport.

- **Mardi 23 juillet 2019**
 - Cérémonie d'ouverture et présentation générale de l'atelier,
 - Présentation du Projet GI WACAF et des experts,
 - Présentation des objectifs de l'atelier, du programme et des experts présents,



- Tour de table des participants à l’atelier,
 - Photo de groupe,
 - Présentation sur le comportement, le devenir et impacts des hydrocarbures en milieu marin,
 - Présentation sur les stratégies de lutte en cas de déversements d’hydrocarbures,
 - Présentation des risques de déversements d’hydrocarbures et sensibilités économiques et environnementales en RDC,
 - Présentation de la Convention OPRC – rappels et implications,
 - Présentation du Plan National d’Urgence contre la Pollution Marine (POLMARC) de la RDC – Partie 1 : Organisation du Plan.
- **Mercredi 24 juillet 2019**
 - Présentation du plan de lutte des opérateurs pétrolier en RDC - SOCIR,
 - Présentation des concepts de la planification d’urgence,
 - Exercice de simulation d’un déversement d’hydrocarbure – Première partie : test des aspects institutionnels et organisationnels et débriefing de l’exercice,
 - Présentation sur le système de gestion des incidents et application de ce concept au plan POLMARC,
 - Discussion de groupe : Amélioration des aspects organisationnels et institutionnels du POLMARC de la RDC. Identification des aspects organisationnels nécessitant une actualisation,
 - Travaux de groupe : rédaction de propositions pour remédier aux aspects préalablement identifiés – la répartition des responsabilités.
 - **Jeudi 25 juillet 2019**
 - Exercice de simulation d’un déversement d’hydrocarbures – Deuxième partie : test de la structure de répartition des responsabilités identifiée au cours du jour 2 et débriefing de l’exercice,
 - Travaux de groupe : rédaction de propositions sur la composition des cellules,
 - Débriefing et identification des recommandations de l’atelier,
 - Cérémonie de clôture et remise des certificats.

5. Lieu, dates et participants

L’atelier a été organisé par le Ministère de l’Environnement et du Développement Durable de la République Démocratique du Congo (RDC) avec l’appui technique et financier de l’OMI et de l’IPIECA. L’atelier s’est tenu à la salle Saint-Pierre Claver (AV. Justice n° 44 Réf. Petit Collège BOBOTO à côté de l’entrée stade Ex. Albert) à Kinshasa Gombe, République Démocratique du Congo, du 23 au 25 juillet 2019. Le Ministère de l’Environnement et du Développement Durable s’est chargé de l’organisation générale de l’atelier et de l’accueil des participants.

Un total de 42 participants provenant des différents ministères et administrations impliqués dans la préparation et la réponse aux pollutions marines de même que des opérateurs pétroliers de la RDC ont participé à l’atelier :



- 37 représentants de structures publiques (par exemple : Ministère de l'Environnement et du Développement Durables, Protection Civile, Ministère des Transports, Ministères des Hydrocarbures, etc.),
- 5 représentants des opérateurs pétroliers (SOCIR, SEP Congo, etc.)

La liste détaillée des participants est jointe en Annexe 2 du présent rapport.

Les experts qui ont animé les travaux étaient les suivants :

- **M. Julien Favier, OMI / IPIECA – Chef du Projet GI WACAF**
Portable : +44 7379 332484
E-mail : julien.favier@ipieca.org
- **Consultants**
 - **M. Stéphane Grenon, Triox Urgences Environnementales**
E-mail : stephane.grenon@triox.ca
 - **Mme. Emmanuelle Poupon, CEDRE**
E-mail : emmanuelle.poupon@cedre.fr

6. Activités et présentations

6.1. Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée le mardi 23 juillet 2019 à partir de 10h00 suivant l'ordre ci-dessous :

- Discours d'ouverture de M. Julien Favier, Chef du projet GI WACAF, représentant de l'OMI et de l'IPIECA ;
- Mot d'introduction et de bienvenue de Monsieur M. Toirambe, Secrétaire Général à l'Environnement et Développement Durable.

Les allocutions respectives des intervenants cités ci-dessus sont attachées en Annexes 3 et 4 du présent document.

Le Chef de projet du GI WACAF a rappelé le contexte historique de la création du programme de même que ses missions, en particulier les quatre ateliers du projet GI WACAF qui se sont déroulés en RDC depuis 2006. Il souligne que le plan national d'urgence constitue la pierre angulaire de tout système national de préparation et de lutte contre la pollution et que le présent atelier est un pas important vers la finalisation du plan POLMARC de la RDC. Enfin, il a rappelé que la participation de tous les participants est une condition essentielle au succès de l'atelier et pour permettre à la RDC de renforcer ses capacités en cas de déversement d'hydrocarbures.

Le Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable a rappelé aux participants les risques potentiels de pollution liée à l'exploration, l'exploitation ou par le transport des hydrocarbures par la voie maritime en RDC. Il a mentionné l'importance de la préparation à la lutte contre les pollutions accidentelles qui passe nécessairement par le développement du Plan POLMARC. L'atelier d'aujourd'hui se veut une continuité des travaux entamés l'année dernière afin



de dégager la responsabilité des différents acteurs en cas de pollution due par le déversement d'hydrocarbures. En terminant, le Secrétaire Général a remercié le projet GI WACAF et l'OMI pour l'accompagnement technique lors de l'atelier.

6.2. Photo de groupe

Avant les premières présentations, une photo de groupe a été prise.



D'autres photos de l'évènement peuvent être consultées en [Annexe 5](#).

6.3. Présentations de cet atelier

Les présentations et les interventions ont été faites en français et sont synthétisées ci-dessous.

JOUR 1 Mardi 23 juillet 2019

Session 1 : Présentation du projet GI WACAF

M. Julien Favier, Chef de Projet GI WACAF

M. Julien Favier a présenté dans un premier temps les objectifs et les activités du Projet, les rôles respectifs de l'OMI et de l'IPCEA. Il a ensuite présenté les améliorations observées dans la région depuis plus de dix ans en termes de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution par les hydrocarbures et les objectifs pour le cycle 2018-2019 en Afrique Occidentale, Centrale et Australe. Ces progrès sont mesurés grâce aux indicateurs du projet GI WACAF, notamment la rédaction de plans nationaux de lutte contre les pollutions par hydrocarbures. Enfin, M. Favier a présenté la collaboration entre le projet GI WACAF et la RDC.



Session 2 : Présentation des objectifs, du programme et de la méthode de travail

M. Julien Favier, Chef de Projet GI WACAF

M. Favier a présenté à l'ensemble des participants les objectifs de cet atelier. Il a rappelé que cet atelier vise particulièrement la mise à jour et la finalisation du plan POLMARC de la RDC. Il a indiqué que le déroulement de l'atelier allait consister en une variété de présentations techniques, d'un exercice sur table et de discussions en groupes. M. Favier a également rappelé aux participants l'importance de participer activement à l'atelier, car celui-ci permettra de dégager des recommandations visant la finalisation du plan POLMARC. Par la suite, les participants se sont présentés lors d'un tour de table.

Session 3 : Présentation sur le comportement, devenir et impacts des hydrocarbures en milieu marin

Mme. Emmanuelle Poupon, Ingénieur, Service Études et Formation, CEDRE, Consultante pour le Projet GI WACAF

Après avoir rappelé aux participants les origines possibles des pollutions marines, Mme. Poupon a par la suite décrit le comportement et le devenir des hydrocarbures suite à un déversement en mer. Elle a discuté des caractéristiques physiques et chimiques des différents types d'hydrocarbures ainsi que des différents processus de vieillissement à savoir, l'étalement, l'évaporation, la dispersion, l'émulsification, l'immersion et la biodégradation. La présentation s'est terminée par un survol des impacts potentiels en particulier les impacts d'ordre sanitaires, écologiques et socio-économiques. Mme Poupon a souligné également la grande variabilité des impacts selon les conditions ainsi que l'importance des données de références pour évaluer ces impacts.

Session 4 : Présentation sur les stratégies de lutte en cas de déversements d'hydrocarbures

M. Stéphane Grenon, Directeur Triox Urgences Environnementales, Consultant pour le Projet GI WACAF

M. Grenon a présenté les différentes stratégies de lutte en cas de déversement d'hydrocarbures en mer : l'évaluation et la surveillance, la protection de zones sensibles, l'utilisation de dispersants, le confinement et la récupération, le brûlage in-situ, l'utilisation d'absorbants et le nettoyage des rives. Les avantages et inconvénients de chacune de ces stratégies de même que les considérations opérationnelles ont été discutés avec les participants.

Session 5 : Présentation des risques de déversements d'hydrocarbures et sensibilités économiques et environnementales en RDC

M. Jean Marie Bope Bope, Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

M. Bope a présenté un bref aperçu des principaux risques de déversement d'hydrocarbures en RDC. Il a mentionné que l'exploration, l'exploitation et le transport des hydrocarbures en mer, en milieu fluvial et à terre représentent les plus grands risques de déversement. Malgré la longueur restreinte de la côte de la RDC, de nombreuses sensibilités environnementales, sociales et économiques s'y trouvent ainsi que dans le Fleuve Congo. En particulier, de nombreuses zones de mangroves, villages ou zones de pêches s'y trouvent et pourraient être affectées en cas de marée noire.

Session 6 : Présentation sur la Convention OPRC – rappels et implications

M. Julien Favier, Chef de Projet GI WACAF

M. Favier a rappelé aux participants le rôle de l'Organisation Maritime Internationale (OMI) en matière de réglementation du transport maritime international. Il a particulièrement discuté de la Convention Internationale de 1990 sur la Préparation, la Lutte et la Coopération en matière de pollution par les hydrocarbures mieux connue sous le nom de la Convention OPRC 90. Les articles concernant les plans d'urgence, les procédures de notification, la mise en place d'un système national de lutte et la coopération régionale et internationale ont été discutés en détail. M. Favier a également présenté le statut de ratification de cette convention dans la région WACAF.

Session 7 : Présentation du Plan National d'Urgence contre la Pollution Marine (POLMARC) de la RDC – Partie 1 : Organisation du Plan

M. Jean Marie Bope Bope, Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

M. Bope a présenté un sommaire du contenu et des travaux ayant mené à la réalisation de la version 2010 du plan POLMARC. Il a souligné l'importance de mettre à jour les informations du plan en particulier les attributions des différentes administrations et structures en raison des changements survenus en RDC depuis ce temps.

JOUR 2 Mercredi 24 juillet 2019

Session 8 : Présentation sur le plan de lutte des opérateurs pétrolier en RDC - SOCIR

M. Sakati Sembo Ange, SOCIR.

Après avoir présenté les risques et les mesures de prévention en place à la SOCIR, M. Sakati a présenté son plan d'urgence. Il a commencé par donner un aperçu des lieux physiques et par la suite il a décrit les procédures et moyens humains et matériels disponibles à la SOCIR en cas d'urgence. Cette présentation a fourni aux participants un bon exemple d'un plan sectoriel pour un opérateur pétrolier. Elle a également mis en lumière l'importance de développer des plans d'urgence intégrés.

Session 9 : Présentation sur les concepts de la planification d'urgence

Mme. Emmanuelle Poupon, Ingénieur, Service Études et Formation, CEDRE, Consultante pour le Projet GI WACAF

Mme. Poupon a rappelé aux participants que la planification d'urgence s'inscrit dans les activités de préparation à la lutte qu'il ne faut pas confondre avec les activités de prévention des déversements. Elle a par la suite expliqué les différentes étapes de la planification d'urgence en particulier l'établissement de scénarios d'accident réalistes qui serviront à l'identification des stratégies d'intervention et des moyens nécessaires à la lutte. La présentation s'est terminée par une revue des différentes sections devant se retrouver dans un plan d'urgence.

Session 10 : Exercice de simulation d'un déversement d'hydrocarbures – Partie 1 : Test des aspects institutionnels et organisationnels – Débriefing de l'exercice

Tous les participants

Un exercice de simulation d'un déversement d'hydrocarbures s'est tenu lors de l'atelier. L'objectif principal de l'exercice était d'exposer les participants à une situation d'urgence maritime afin de



réfléchir à certains éléments clés du plan POLMARC et ainsi en améliorer le contenu. Les participants ont été répartis en 2 groupes d'environ 15 personnes. La répartition s'est faite de façon à avoir une représentation de la plupart des ministères/organisations dans chacun des groupes afin de simuler le plus possible une cellule de crise nationale. L'exercice s'est déroulé en 2 temps : 1) présentation du scénario d'accident. Le scénario de l'exercice consistait en un déversement potentiel de 5200 tonnes d'hydrocarbures suite à une collision entre un navire-citerne et un *general cargo* au large des côtes de la RDC. 2) Réponse à des questions spécifiques. Les 2 groupes devaient par la suite répondre à des questions spécifiques en lien avec le scénario. Les questions étaient les suivantes :

- Quel est le schéma d'alerte ?
- Quelles sont les premières mesures d'urgence à mettre en œuvre ?
- Quel est le niveau de réponse ? Tiers 1, 2 ou 3 ?

Suite à l'exercice, les groupes ont présenté le résultat de leurs délibérations en session plénière. L'exercice a permis aux participants de clarifier le schéma d'alerte de même que les actions à prendre en cas d'incident. Ces discussions se sont poursuivies lors de la session 12.

Session 11 : Présentation sur le système de gestion des incidents et application de ce concept au plan POLMARC

M. Stéphane Grenon, Directeur Triox Urgences Environnementales, Consultant pour le Projet GI WACAF

M. Grenon a présenté le système de gestion des incidents (SGI) préconisé par l'OMI. Un système de gestion d'incident est essentiel pour assurer la coordination des mesures de lutte, l'identification des enjeux et pour assurer l'utilisation optimale des ressources. Cette approche de gestion vise l'intégration des organisations et de leur expertise respective au sein de cellules de crise ayant une fonction d'urgence précise. Le fonctionnement et le rôle des cellules Planification, Opérations, Logistique et Finances ont été discutées de même que l'importance de la fonction de commandement. La présentation s'est terminée par des exemples de systèmes de gestion dans d'autres pays de même que le système présenté dans le plan POLMARC de la RDC.

Session 12 : Discussion et travaux de groupe – Amélioration des aspects organisationnels et institutionnels du POLMARC de la RDC

Tous les participants

L'objectif de cette session de travail était d'identifier une structure de cellule de crise adaptée à la réalité et aux circonstances actuelles de la RDC. Ces discussions devaient s'inspirer de l'exercice de table et des présentations de l'atelier. Pour ce faire, les participants ont été répartis au hasard en 4 groupes de travail. Les discussions ont donné lieu à des échanges animés parmi les groupes. Chaque groupe a par la suite présenté ses résultats en plénière. Lors de ces discussions, tous les groupes ont utilisé la structure du système de gestion des incidents préconisé par l'OMI qui avait été également utilisé pour le plan POLMARC de 2010. Les résultats ont été considérés pour la préparation des recommandations de l'atelier. (Voir section 6)

Session 13 : Exercice de simulation d'un déversement d'hydrocarbures – Partie 2 : Test de la structure de répartition des responsabilités

Tous les participants

Cet exercice n'a pas été réalisé en raison de changements apportés à l'horaire.

Session 14 : Travaux de groupe et identification des recommandations de l'atelier

Tous les participants

Lors de cette session, les participants ont continué les discussions en groupe entamées la veille au sujet de la structure de gestion d'incident. Après avoir identifié la structure de gestion, les participants devaient maintenant identifier les rôles et responsabilités des ministères/organisations au sein de chacune des cellules de la structure de gestion d'incident soit la cellule planification, la cellule opération, la cellule logistique, la cellule finance et la fonction de commandement. Ces discussions ont nourri l'identification des recommandations de l'atelier.

6.4. Cérémonie de clôture

M. Favier a débuté la clôture de l'atelier en remerciant les participants et organisateurs pour leur disponibilité et leur professionnalisme et a insisté sur le fait que cet événement a été un grand succès tant du point de vue de son organisation que des progrès techniques qu'il aura permis pour l'amélioration des capacités de lutte en RDC.

L'atelier s'est conclu par une courte allocution de Monsieur le Directeur Lungu, Directeur des Ressources en Eaux qui a remercié les participants et a tenu à souligner la qualité des échanges et du travail accompli lors de cet atelier. Il a rappelé que la mise en place du plan POLMARC nécessite l'implication de tous. Il a également tenu à féliciter et remercier les experts pour leur accompagnement technique.

L'atelier s'est terminé par la remise des diplômes et d'une clé USB rassemblant :

- les présentations et allocutions de la semaine,
- des guides opérationnels permettant d'approfondir certaines thématiques abordées lors des présentations techniques,
- les dispositions réglementaires de l'OMI relatives aux thématiques abordées,
- le programme, la liste des participants et les photos prises lors des différentes phases de cet atelier.

7. Recommandations

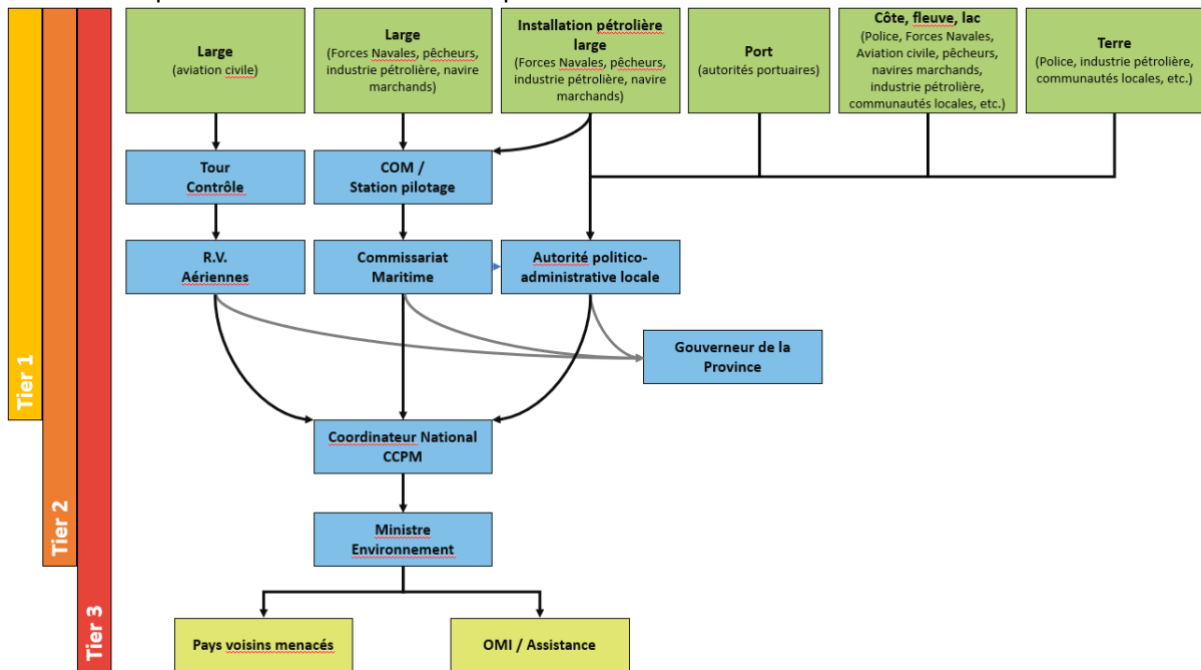
À la fin de l'atelier, une session en plénière a permis d'identifier des recommandations concrètes en lien avec les thèmes discutés durant l'atelier, et ce pour l'amélioration du plan POLMARC de la RDC.

Les recommandations suivantes ont été identifiées lors de l'atelier :

1) Schéma d'alerte

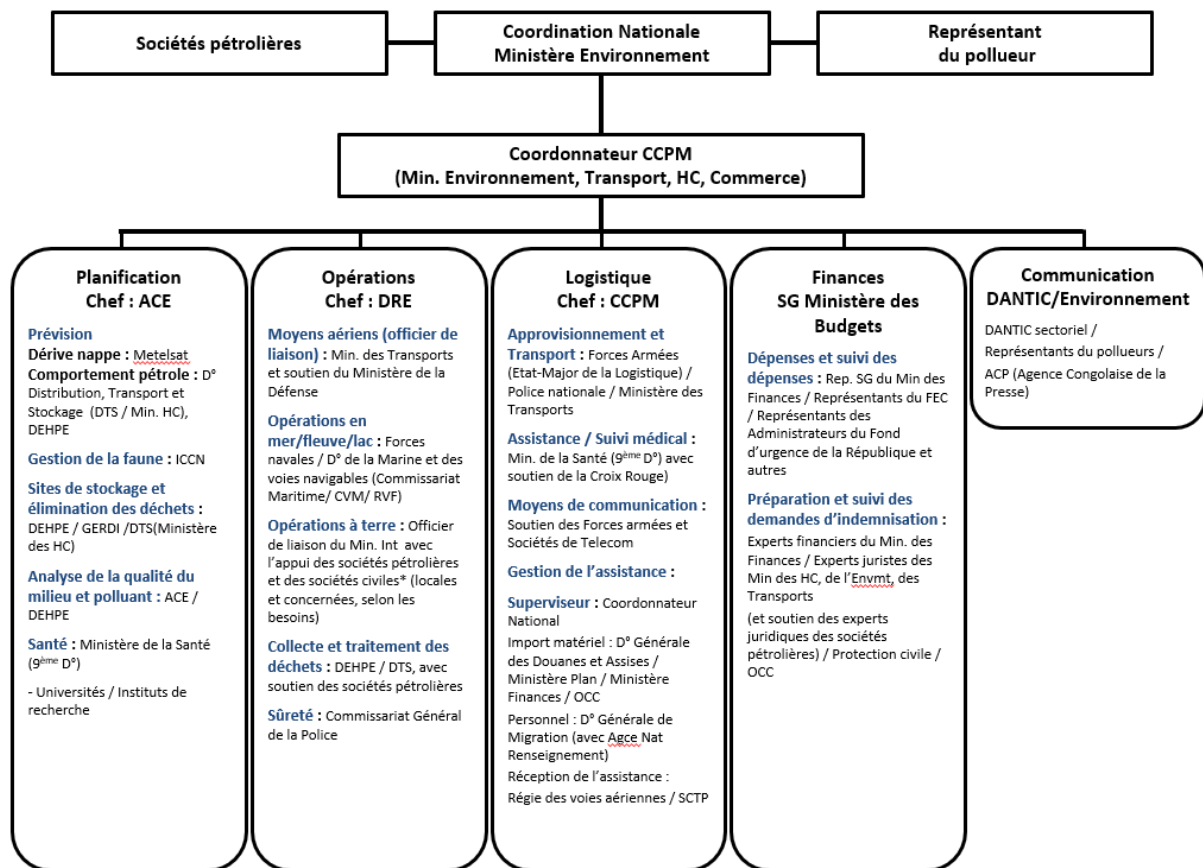
Lors des travaux en groupe et discussions en plénières, les participants ont validé le schéma d'alerte présenté dans la version 2010 du plan POLMARC. Quatre changements ont été effectués par les participants :

- Remplacement de la station côtière de la RVM par COM/Station pilotage
- Ajout d'un lien entre le Commissariat Maritime et l'Autorité politico-administrative locale
- Ajout du CCPM à la case du Coordinateur National
- Remplacement du Ministre ECNT par Ministre de l'Environnement



2) Structure de gestion d'incident et rôles des ministères et organisations

Les participants ont activement discuté la structure de gestion d'incident ainsi que son organisation lors des travaux de groupes et des discussions en plénières tout au long de l'atelier. Plusieurs changements organisationnels ont eu lieu en RDC depuis la version 2010 du plan POLMARC et une mise à jour de la composition de la cellule de crise était nécessaire. Suite aux travaux de l'atelier, les participants ont entériné la structure de gestion d'incident suivante :



8. Conclusion

Cet atelier a permis aux intervenants de la RDC de discuter en détail le contenu du Plan POLMARC et d'en valider plusieurs aspects importants. Ces discussions ont remis au premier plan la nécessité de compléter la mise à jour du Plan POLMARC. L'atelier a bénéficié d'une participation importante des structures nationales et de l'industrie pétrolière. Cette diversité de participants a permis des discussions variées, impliquant différentes perspectives, qui ont contribué à renforcer la collaboration entre les divers intervenants impliqués dans la lutte contre les pollutions par les hydrocarbures. Ces discussions ont également démontré la volonté de chacun de travailler de concert pour améliorer les capacités du pays à se préparer et à intervenir lors de déversements et ainsi mieux protéger son environnement.

Annexe 1 – Programmes

Jour 1. Mardi 23 juillet 2019	
08h30	Arrivée et enregistrement des participants
	Cérémonie d'ouverture
09h00	Cérémonie d'ouverture : <ul style="list-style-type: none"> - Allocution de bienvenue du représentant du GI WACAF - Discours d'ouverture du représentant de la République Démocratique du Congo
10h15	Pause-café et photo de groupe
	Introduction de l'atelier et rappels
10h45	Introduction de l'atelier : <i>M. Stéphane Grenon, Consultant GI WACAF et M. Julien FAVIER, Chef de projet GI WACAF</i> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation du Projet GI WACAF - Présentation des facilitateurs - Présentation des participants - Objectifs de l'atelier - Programme et méthode de travail
11h15	Comportement, devenir et impacts des hydrocarbures en milieu marin <i>Emmanuelle Poupon, Consultante GI WACAF</i>
12h00	Déjeuner
	Partie 1 : Aspects organisationnels et institutionnels
13h30	Stratégies de lutte en cas de déversements d'hydrocarbures <i>M. Stéphane Grenon, Consultant GI WACAF</i>
14h15	Présentation des risques de déversements d'hydrocarbures et sensibilités économiques et environnementales en RDC. <i>M. Jean-Marie Bope, Coordonnateur national du centre de contrôle et de surveillance de pollution marine (CCPM)</i>
15h00	Pause-café
15h30	La Convention OPRC – rappels et implications <i>Julien Favier, Chef de projet GI WACAF</i>
16h15	Présentation du Plan National d'Urgence contre la Pollution Marine (POLMARC) de la RDC – Partie 1 : Organisation du Plan <i>M. Jean-Marie Bope, Coordonnateur national du centre de contrôle et de surveillance de pollution marine ; Mme Jocelyne Kazadi et Monsieur Bienvenue Mulwa</i> <ul style="list-style-type: none"> • Développements et suivi des ateliers passés • Organisation du plan • Rôles et responsabilités Coordination des actions de lutte
17h00	Fin du premier jour

Jour 2. Mercredi 24 juillet 2019

Partie 1 : Aspects organisationnels et institutionnels (suite)	
09h00	Plan de lutte des opérateurs pétroliers en République Démocratique du Congo <i>SOCIR (pétrolier), CVM (port), PERENCO (pétrolier)</i>
09h30	Concepts de la planification d'urgence <i>Emmanuelle Poupon, Consultante GI WACAF</i>
10h00	Exercice de simulation d'un déversement d'hydrocarbures – Première partie : test des aspects institutionnels et organisationnels <i>Tous les participants</i> Débriefing de l'exercice <i>Tous les participants</i>
12h30	Déjeuner
13h30	Système de gestion des incidents et application de ce concept au plan POLMARC <i>Stéphane Grenon, Consultant GI WACAF</i>
14h15	Discussion de groupe : Amélioration des aspects organisationnels et institutionnels du POLMARC de la RDC. Identification des aspects organisationnels nécessitant une actualisation. <i>Tous.</i> <i>Discussion en groupe pour identifier les aspects organisationnels du PNIU nécessitant une actualisation suivie d'une courte plénière pour le partage des observations.</i> Travaux de groupe : rédaction de propositions pour remédier aux aspects préalablement identifiés – la répartition des responsabilités <i>Tous les participants</i>
15h30	Pause-café
16h00	Travaux de groupe : rédaction de propositions pour remédier aux aspects préalablement identifiés – la répartition des responsabilités <i>Tous les participants</i>
17h00	Fin du deuxième jour

Jour 3. Jeudi 25 juillet 2019

Partie 2 : Aspects techniques du plan

09h00 **Exercice de simulation d'un déversement d'hydrocarbures – Deuxième partie : test de la structure de répartition des responsabilités identifiée au cours du jour 2**
Tous les participants

Débriefing de l'exercice
Tous les participants

11h00 **Pause-café**

11h15 **Travaux de groupe : rédaction de propositions sur la composition des cellules**
Tous les participants

12h30 **Déjeuner**

Recommandations de l'atelier

14h00 **Débriefing et identification des recommandations de l'atelier**
Tous les participants
Discussion en groupe afin d'identifier des recommandations concrètes pour l'actualisation du PNIU, en tenant compte des résultats de l'exercice.

15h00 **Pause-café**

Cérémonie de clôture

15h30 **Cérémonie de clôture**

- Remarques de clôture du représentant GI WACAF
- Discours du représentant de la République Démocratique du Congo
- Remise des certificats et des clés USB

16h00 **Fin de l'atelier**

Annexe 2 – Liste des participants

N°	NOMS PRÉNOM	ET	Tél	Titre	Institution	Signature
01.	KANAM MUKATSHUNG Irène		081 562 25 24	Chef de Bureau	DANTIC/MEDD	
02.	MASUNDA MVUMBI		089 665 51 53 085 510 15 72	Coordon. CFHAP	CFHAP	
03.	LANDU Janvier		081 905 42 16	Coordon. ADE	A.D.E	
04.	LUKOKI MAMONA J.M		085 224 43 04 089 680 02 42	Coordon. OMSDI	OMSDI	
05.	MBENZA MATIABA		085 579 96 60	Expert BRECOL	BRECOL	
06.	KOMAKIA MOLASUNI		082 189 33 60	Expert Gestion Env.	SCTP SA	
07.	MPITU KINKELA Damien		089 891 18 02	Évaluateur Environnemental	SCTP SA	
08.	NZITA Henry		081 328 17 55	Responsa. EVARISK	SEP CONGO	
09.	MPIANA Jean Pierre		089 637 70 07	Inspct et Coordon. ECO-SYST	ECO-SYST	
10.	SUMBELA Sarah		081 419 10 47	Chargé de Com	ACDD	
11.	NENGUANGA KABONGO Didier		099 866 52 31	CB /Expert	MEDD/DEHPE	
12.	MPOO BOSIOKOTE		085 104 91 52	CD	MEDD/DEHPE	
13.	KITENGE Jean Didier		082 420 56 56	Agent	MEDD/DGECV	
14.	KWAMBANDA Jeanne		082 175 79 91	Assistante	UNIKIN	
15.	MBUANGI MBUANGI		089 920 36 53	Chargé de l'Envir.	CVM/BOMA	
16.	AWUYA NGORO		082 119 15 51	ATAI	DMVN	
17.	N'CHIKO CHIGANGU Léon Serein		082 476 39 97	Assistant/Armement Et Statistique	DIRECTION MARINE VOIES NAVIGABLES	
18.	SIMBA ASIKANDAMBU Frédéric		081 503 92 30	Commis Mar et Comdt/ port de Banana	DIRECTION MARINE VOIES NAVIGABLES	

19.	BAZONGA BAZA Marc	099 833 97 82 089 838 91 78	Comm Maritime/Cm Port BANANA	MIN. TRANSP DIRECT DE LA MARINE	
20.	SAKATI SEMBO Ange	081 905 71 73	HSEQ (P.O)	SOCIR	
21.	MUKONKOLE MAYELE Marie Rose	089 893 86 77	CD	DRE/MEDD	
22.	MASUA TCHOMBA Basile	081 519 63 32	Chef Dpt Adj	OCC/Dpt Environ.	
23.	LUSAKUENO PRESCYLLIA	081 771 05 94	Assistant DG et PF	ACDD	
24.	POUPON EMMANUELLE	+33 298 33 10 10	Ingénieur d'Etude	CEDRE-CONSULT. GI WACAF	
25.	GRENON Stéphane	+1 514 663 29 91	Directeur	TRIO URGENCES ENVIRONNEMENT.	
26.	FAVIER Julien	+ 44 737 933 24 84	Chef de Projet	GI WACAF	
27.	MADRAGULE Samuel	081 907 10 12	CD / ENV	SEC GEN HYDROCARBURE	
28.	KILEMBE KIWANGALA Aimée	081 812 15 44	Chef de Bureau	S.G INTERIEUR	
29.	MPOSO NTUMBANZONDO Robert	099 937 40 12 082 323 00 88	Chef de Bureau	S.G INTERIEUR /P.C	
30.	TADILA Julien	090 473 06 37 081 540 87 45	Chef de Bureau	P.N.C/ Prot Civile	
31.	KASINDI YUMBE	099 090 34 80	Directeur/ Chef de Dépat Hydro	OCC	
32.	MULWA GASUGA Bienvenu	081 529 43 74	Expert	DRE/MEDD	
33.	AMATU NKIALA Virginie	081 050 54 32	Directeur Prot civ	P.N.C	
34.	TAKAMBA MBALA Odon	081 521 68 65	Chef de la Cellule Stratégique	P.N.C/DPC	
35.	KAZADI MPEMBA Jocelyne	082 296 09 38	Expert	DRE/MEDD	
36.	BOPE BOPE LAPWONG J.M	081 452 31 30	Coord /CCPM	DRE/MEDD	
37.	KATUTA NDOMBE Timothée	089 678 15 20	Coord/ Secrétariat	DRE/MEDD	
38.	KADIMA MALAMBA Emmanuel	081 317 98 93	Archiviste /DRE	DRE/MEDD	
39.	MBOMBO KALUBI Frida	081 165 13 50	Rec /DRE	DRE/MEDD	

40	LUNGU MALUTSHI Louis	099 847 25 31	Directeur Chef de Service	DRE/MEDD	
41	DIWAMBUENA KIAKU	081 016 93 31	Directeur Commerciale	CVM SA	
42	RUKIYA RAMAZANI ZADY	081 403 16 88	Dir/ SGH	SGHYDRO	

Annexe 3 – Allocution de bienvenue du Chef du projet GI WACAF, Monsieur Julien Favier

Monsieur le Secrétaire Général,

Monsieur le Directeur des Ressources en Eaux,

Monsieur le Responsable du CCPM,

Mesdames et Messieurs les experts locaux et internationaux,

Mesdames et Messieurs les participants du secteur privé et public,

Bonjour.

C'est pour moi un plaisir et un honneur de prendre la parole à l'ouverture de cet important atelier national consacré à l'actualisation du plan POLMARC. Cette réunion est organisée en coopération avec les autorités de la République Démocratique du Congo, particulièrement le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, et bénéficie de l'appui technique et financier de l'Organisation Maritime Internationale et de l'IIPECA. Cet appui se fait dans le cadre du Projet GI WACAF. Il s'agit d'un projet de long terme fondé en 2006. Depuis 13 ans, le GI WACAF travaille en proche coopération avec les autorités des 22 États africains membres de l'initiative. Ensemble, nous avons organisé plus de 110 activités à l'échelle régionale, dont quatre en République Démocratique du Congo, qui ont permis à chacun de ces États de mieux protéger leur environnement marin en renforçant leurs capacités à se préparer et à lutter contre les déversements d'hydrocarbures. Notre coopération s'inscrit donc dans la durée et dans la continuité.

Le sujet qui nous réunit aujourd'hui est capital pour votre pays, de par sa position géographique et l'importance de sa façade maritime. L'exploration et la production d'hydrocarbures, les échanges commerciaux maritimes et le passage de navires-citernes et de navires de commerce dans les eaux de la région offrent d'importantes opportunités économiques. Celles-ci s'accompagnent néanmoins d'un risque de pollution du milieu marin provoqué par de possibles déversements d'hydrocarbures. Une telle pollution aurait des impacts environnementaux, mais également économiques et sociaux, et pourrait même menacer la sécurité alimentaire de populations dépendantes de la pêche et des ressources côtières. Il s'agit d'un risque qu'il ne faut pas négliger et qui est reconnu par le gouvernement de la République Démocratique du Congo. J'en veux pour preuve la mise en place d'un centre spécifiquement dédié, le Centre de Contrôle et de Surveillance des Pollutions Marines, le CCPM.

Afin de se protéger au mieux face à ce risque, il est nécessaire d'avoir un système de prévention, de préparation, de lutte et de réparation fonctionnel et efficace. Comme lorsque l'on construit un bâtiment, il faut commencer par poser de solides fondations. Ici, il s'agit de construire un cadre

réglementaire et institutionnel adéquat. Ce cadre doit s'appuyer sur un ensemble de règles qui peuvent être strictement nationales ou provenir de l'ensemble des textes émanant de l'Organisation Maritime Internationale, qui, rappelons-le, est l'organe des Nations-Unies qui régule les activités maritimes à l'échelle globale. L'OMI a développé de nombreux textes et guides, mais au cours de ces quatre jours nous allons discuter d'une convention en particulier. Il s'agit de la convention sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (OPRC 90), sur laquelle j'aurais l'occasion de revenir. L'un des points phares de cette convention est d'inciter pour chaque État parti à disposer d'un plan national d'intervention d'urgence, dans votre pays le plan POLMARC.

Ce plan est la pierre angulaire de tout système national de préparation et de lutte contre la pollution. Il doit permettre de clarifier les rôles et responsabilités de chacun des acteurs impliqués afin de pouvoir se coordonner en cas de crise. Il doit aussi définir des stratégies de lutte, à terre comme en mer, et donner des indications à suivre sur un ensemble de sujets techniques comme l'utilisation des dispersants, la gestion des déchets ou la réponse en milieu littoral. Pour construire un plan fonctionnel et efficace, il faut prendre de la hauteur, adopter une approche multiacteurs et travailler ensemble dans la même direction. Dans aucun pays du monde, une seule administration ou un seul acteur, quel qu'il soit ne peut agir seul face à un défi de cette envergure. Rappelons-nous qu'un déversement d'hydrocarbures est une situation de crise, qui attire l'attention du monde politique et médiatique au niveau international, et qui nécessite de prendre des décisions dans l'urgence et sous pression. Y répondre avec efficacité demande de savoir où l'on va, d'avoir une stratégie préétablie et de connaître le rôle de chacun. La seule option est donc d'avoir un plan national d'intervention d'urgence clair et précis, ce qui nécessite d'effectuer un important travail en amont. C'est justement à ce travail que nous allons nous atteler au cours des trois jours de cet atelier.

Avec l'aide de nos consultants internationaux et d'experts locaux, nous allons alterner présentations techniques, discussions et mise en pratique de nos connaissances au cours d'échanges et d'exercices. S'il est indispensable de palabrer pour résoudre les obstacles qui se dresseront devant nous, nous allons néanmoins aller au-delà et inscrire l'ensemble de nos recommandations dans un rapport. Ce plan d'action vous permettra d'envisager les prochaines étapes à franchir au niveau national, afin de permettre à la République Démocratique du Congo de mieux protéger son environnement marin et les populations qui en dépendent.

Avant de conclure, je voudrais saisir cette occasion pour vous transmettre les sincères salutations de M. Kitack Lim, Secrétaire Général de l'OMI. Sur une note plus personnelle, je tiens à vous exprimer toute ma gratitude de nous avoir convié dans cette belle ville de Kinshasa que je découvre avec grand plaisir.

Je vous prie donc de bien vouloir accepter mes remerciements les plus sincères, adressés particulièrement à tous ceux qui ont aidé à la réalisation de cette conférence. Je pense en particulier à l'équipe de la Direction des Ressources en Eau et du CCPP, emmenée par monsieur le Directeur Lungu et par M. Bope, ainsi qu'au Secrétaire Général M. Toirambe, sans la volonté de qui rien n'aurait été possible.

Je ne terminerai pas sans vous avoir exprimé l'entière disponibilité du Projet GI WACAF à renforcer ses relations de coopération avec la République Démocratique du Congo afin de continuer cette belle relation qui dure depuis plus de 13 ans.

C'est par ces mots que je voudrais conclure, Mesdames et Messieurs, mais non sans avoir réitéré à tous, mes vœux les plus chaleureux de succès dans les travaux qui nous attendent.

Je vous remercie.

Annexe 4 –Allocution de bienvenue de Monsieur le Secrétaire Général à l'Environnement et Développement Durable M. Toirambe.

Mesdames et Messieurs les Représentants des Partenaires du secteur pétrolier :

- PERENCO
- SEP Congo
- SOCIR
- TOTAL

Mesdames et Messieurs les Experts du secteur Public impliqués dans le processus de la mise en œuvre du Plan d'Intervention d'Urgence en cas de Pollution, je cite : les Ministères des Affaires Étrangères, de l'Environnement, de l'Intérieure, de Transport, des Hydrocarbures, de la Défense, des Finances ainsi que des entreprises publiques des organismes de Bassins et sous bassin pour la gestion de certaines taxes. C'OCC, SCTP, SONAHYDRO, IGC, CVM, LMC ... sans oublier nos partenaires du secteur privé ici représentés par la FEC et l'Association des Armateurs et Transporteur du Congo.

Chers participants,

Nous sommes réunis dans ce cadre de la Résidence Saint Pierre Claver pour répondre à un besoin pressant de la norme qui dispose que « gérer, c'est prévoir ».

La République Démocratique du Congo avait élaboré en 2010, le « PLAN NATIONAL D'INTEVENTION D'URGENCE » en cas de pollutions. Ce plan était nommé « PLAN POLMARC », qui veut simplement dire Plan de Pollution Marine au Congo.

Selon les exigences de l'Organisation Maritime Internationale (OMI), tout Plan doit être testé par un exercice de simulation réel et doit être actualisé et adapté aux réalités qui adviennent dans le pays. Le Plan doit aussi être inclusif et représentatif, c'est-à-dire tous les services concernés, les administrations portuaires, l'armée, les armateurs, bref tous les usagers et les gestionnaires des activités se rapportant à la mer doivent participer et être impliqués.

L'année dernière, en cette même période, nous étions réunis dans ce même cadre pour présenter notre Plan POLMARC, bien que les Consultants de L'Association de l'Industrie Pétrolière pour la Protection de l'Environnement (IPIECA) et de l'OMI n'avaient pas effectué le déplacement de Kinshasa.

Certaines de nos industries ici représentées sont membres de ladite Association. Elles savent que l'IPIECA, l'OMI, GIWACAF et le CEDRE/France insistent sur la participation et la contribution de ses membres aux activités se rapportant à la protection de l'Environnement marin et côtier. Voilà pourquoi, Mesdames et Messieurs les pétroliers, nous avons sollicité votre participation et contribution pour la réalisation de cette activité. Nous devons collaborer en cette matière afin de protéger nos vies à tous.

Dans le cas de notre pays, le Plan élaboré en 2010, n'a jamais été testé d'une part ; et d'autre part, il nous faudrait clarifier les responsabilités de chacun dans la mise en œuvre du Plan. Ce qui justifie la tenue de ces

assises, avec cette fois – ci l'accompagnement des consultants de l'OMI que je salue et remercie sincèrement en passant.

Comme vous le savez, nous sommes un pays potentiellement riche en ressources pétrolières et gazières off-shore et on-shore. Ceci nous expose certainement à tout risque de pollution lié à l'exploration, l'exploitation ou même le transport des hydrocarbures par la voie maritime.

La loi sur les hydrocarbures, la loi sur l'eau et la décentralisation intervenues après l'élaboration du premier Planen 2010, ont poussé le Ministère de l'Environnement à penser à procéder à la validation du Plan POLMARC élaboré l'année dernière, afin de rendre opérationnel cet outil, combien indispensable dans la lutte antipollution.

Mesdames et Messieurs, chers Experts

L'exercice auquel vous allez vous livrer pendant les trois prochains jours nous permettra de dégager la responsabilité de chacun dans la réponse à une pollution due par le déversement des hydrocarbures.

En effet, vos contributions amélioreront le document de base de la structure susceptible de donner une réponse en cas de pollution par les hydrocarbures, sur lequel la Direction des Ressources en Eau a travaillé. Et nous apprécions à sa juste valeur, l'accompagnement technique de de l'Organisation Maritime Internationale (OMI), du GIWACAF et du CEDRE/France au travers de leurs Experts qui sont présents.

Je tiens à remercier particulièrement tous nos partenaires qui, par leur apport financier, ont permis de rendre possibles cet évènement en ce jour et ceux d'entre eux qui ne l'ont pas encore fait, leur contribution est toujours attendue.

Je vous souhaite donc un bon travail et plein succès pendant ces trois jours et déclare ouvert l'atelier national sur la validation du Plan National d'Intervention d'Urgence en cas de déversement d'hydrocarbures.

Je vous remercie.

Annexe 5 – Photos



Pour plus de photos sur cet atelier, cliquez sur ce [lien](#).